

Services Techniques//



## ARRETE DU MAIRE

\*\*\*\*\*

### **ARR24\_0390 - Arrêté portant réglementation sur la circulation et le stationnement rue des Beauvettes.**

Le Maire de la Commune de Montigny-lès-Cormeilles,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2213-1 à L.2213-6,

Vu le Code de la Voirie Routière,

Vu le Code de la Route et notamment l'article R 417-10 § II 10,

Vu le Manuel du Chef de Chantier, volume 3,

Vu le Règlement de Voirie de la ville de Montigny-lès-Cormeilles, modifié par délibération du Conseil Municipal du 6 Décembre 2011,

Vu la demande de travaux déposée par l'entreprise STPS, ZI SUD, CS 14171, 72272 VILLEPARISIS CEDEX, d'extension de 15 mètres linéaires de réseau d'eau Ø 63 et d'un raccordement du réseau de gaz au 25 rue des Beauvettes à Montigny-lès-Cormeilles,

Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité des usagers durant ces travaux par l'aménagement du stationnement et de la circulation et de prévoir une réglementation adaptée,

### **ARRETE**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : L'entreprise STPS, ZI SUD, CS 14171, 72272 VILLEPARISIS CEDEX, est autorisée à procéder aux travaux d'extension de 15 mètres linéaires de réseau d'eau Ø 63 et d'un raccordement du réseau de gaz au 25 rue des Beauvettes à Montigny-lès-Cormeilles,

**ARTICLE 2** : Afin de permettre la réalisation des travaux, le stationnement et la circulation sont réglementés de la manière suivante :

- Le stationnement de tout véhicule sera interdit au droit du 25 rue des Beauvettes pendant toute la durée des travaux.
- La circulation de tout véhicule sera interdite au droit des travaux coté impair de la rue des Beauvettes
- La circulation sera alternée rue des beauvettes pendant la durée des travaux.

**ARTICLE 3 :** Cette réglementation sera accompagnée de la mise en place des aménagements suivants :

- L'interdiction de stationner au droit des travaux devra être matérialisée par une signalisation et/ou marquage 48h à l'avance par l'entreprise,
- La circulation sera alternée et régulée par 2 hommes trafic de l'entreprise ou par des feux tricolores, si nécessaire,
- En aucun cas la circulation ne devra être interrompue,

Les véhicules en infraction au présent arrêté pourront faire l'objet d'une mise en fourrière en application de l'article R 417-10 § II 10 du Code de la Route.

**ARTICLE 4 :** La société s'assurera de ne pas entraver la circulation des services de secours et des véhicules d'ordures ménagères, ainsi que l'accès aux propriétés riveraines.

Le libre cheminement des piétons et des personnes à mobilité réduite sera assuré en toute sécurité, sous la responsabilité de l'entreprise.

**ARTICLE 5 :** La signalisation, y compris dynamique, et le balisage, les barrières de chantier pour la protection des travaux et des usagers seront exécutés par l'entreprise STPS, qui prendra toutes dispositions pour la pose, la maintenance et la dépose de ces dispositifs, conformément au Code de la Route en vigueur, et au Manuel du Chef de Chantier, volume 3.

**ARTICLE 6 :** Cet arrêté sera effectif à compter **du 20 janvier 2025 pour une durée de 15 jours.**

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté sera affiché sur le site par l'entreprise, 48h00 avant le début des travaux. En aucun cas, l'arrêté sera scotché ou punaisé sur les arbres et/ou le mobilier urbain existant à proximité des travaux.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Commissaire de Police et tous les agents de la force publique (police nationale et police municipale), sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montigny-lès-Cormeilles,  
le 19 décembre 2024

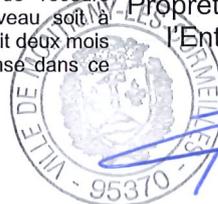
Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut être saisi par voie de recours formé à l'encontre du présent arrêté pendant un délai de deux mois à partir de la date la plus tardive parmi :

- la date de réception en sous-préfecture d'Argenteuil
- la date de sa publication sur le site internet de la Commune
- ou à compter de sa notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé auprès de Monsieur le maire, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux de deux mois qui commencera à courir à nouveau soit à compter de la notification de la réponse de Monsieur le maire, soit deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse dans ce délai.

P/Le Maire,  
Miloud GOUAL,

Monsieur Hafid IABASSEN  
Maire adjoint aux Travaux, à la  
Propreté des Espaces Publics et à  
l'Entretien des Espaces Vert



Mis en ligne sur le site de la  
ville le : 10/12/2024